

DELIBERATION N° 2019-43

SEANCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'UNIVERSITE NICE SOPHIA ANTIPOLIS

DU 9 JUILLET 2019

Objet : Délibération relative à la fixation d'un seuil d'émission des titres de recettes

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'UNIVERSITE NICE SOPHIA ANTIPOLIS

Vu le Code de l'éducation, notamment ses articles L. 711-1 et suivants, L. 712-1 et suivants,
Vu le Décret n° 65-906 du 23 octobre 1965 instituant une université à Nice,
Vu le Décret n° 2012-1246 du 07 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique (GBCP), notamment son article 114,
Vu le décret n° 97-775 du 31 juillet 1997 relatif à l'émission des ordres de recouvrer pour les créances mentionnées aux articles 112 à 124 du décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,
Vu l'arrêté interministériel du 14 mai 2010 attribuant les responsabilités et compétences élargies en matière budgétaire et de gestion des ressources humaines prévues aux articles L. 712-9, L. 712-10 et L. 954-1 à L. 954-3 du code de l'éducation à l'Université de Nice,
Vu les statuts de l'UNS,
Vu le règlement intérieur de l'UNS,
Vu la délibération n° 2017-63 du 28 juin 2017, portant délégation de pouvoir du Conseil d'administration de l'UNS à M. Emmanuel TRIC, Président de l'UNS,
Vu l'arrêté n° 11-2018 du 30 janvier 2018, portant délégation de signature du Président de l'UNS à M. Marc DALLOZ, Vice-président du Conseil d'Administration de l'UNS,
Vu l'ensemble des pièces transmises aux membres,

Entendu l'exposé de M. Philippe LAHIRE, Vice-président en charge des finances, des systèmes d'information, des outils de pilotage et de l'évaluation des moyens, selon lequel le lancement d'une procédure de recouvrement pour des créances d'un montant inférieur à 30€ est actuellement effectué à perte par l'établissement, cette procédure lui coûtant en moyenne 50€ avant même d'entamer toute procédure de recouvrement. L'ordonnateur et l'agent comptable souhaitent en conséquence convenir, conformément aux dispositions de l'article 114 du décret de 2012 susvisé relatif à la GBCP, que l'ordonnateur est fondé à ne pas émettre les titres de recettes correspondant aux créances dont le montant initial en principal est inférieur au minimum fixé par décret, sauf décision contraire de l'ordonnateur, lorsque la nature de la créance et son recouvrement semblent aisés.

ARTICLE 1 - AUTORISE l'ordonnateur de l'Université Nice Sophia Antipolis à ne pas émettre les titres de recettes correspondant aux créances mentionnées aux articles 112 à 124 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, dont le montant initial en principal est inférieur à un minimum fixé par décret¹.

ARTICLE 2 - L'ordonnateur conserve toutefois la faculté d'émettre un titre de recette, lorsque la nature de la créance et son recouvrement semblent aisés.

Cette délibération est adoptée à l'unanimité des voix.

¹ Ce minimum est actuellement fixé par l'article 1 du décret 97-775 du 31 juillet 1997 à 30 euros.

Membres en exercice : 36

Quorum : 18

Présents et représentés : 23

Fait à Nice, le 9 juillet 2019

Pour le Président de l'Université
Nice Sophia Antipolis et par délégation
Le Vice-Président du Conseil d'Administration


Marc DALLOZ

CLASSEE AU REGISTRE DES ACTES SOUS LA REFERENCE : 2019-43

PUBLIEE SUR LE SITE INTERNET DE L'UNS LE :

10 JUL. 2019

TRANSMISE AU RECTEUR, CHANCELIER DES UNIVERSITES LE :

10 JUL. 2019

MODALITES DE RECOURS CONTRE LA PRESENTE DELIBERATION :

En application de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le Tribunal administratif peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération, et ce dans les deux mois à partir du jour de sa publication et de sa transmission au Recteur, en cas de délibération à caractère réglementaire.